



**ARRETE N° 46/2024 (PROLONGATION)
STATIONNEMENT D'UN ECHAFAUDAGE POUR
REFECTION D'UNE TOITURE EN TUILES
MECANIQUES
18 rue Couperin**

Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

Vu le code de la voirie routière et l'article 22212-2 du CGCT,

Vu les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4 du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu la demande du 11 avril 2024 de Madame HEBREU Mélanie sise 18 rue Couperin, qui sollicite le renouvellement de l'arrêté de circulation n°14/2024 relatif au stationnement d'un échafaudage sur voie publique afin de réaliser des travaux de réfection de toiture au 18, rue Couperin, sur la période du jeudi 11 au samedi 13 avril 2024.

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise BATI PRESTO sise 1 rue Panhard – 91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX est autorisée à réaliser des travaux de réfection de toiture avec stationnement temporaire d'un échafaudage sur la voie publique du jeudi 11 au samedi 13 avril 2024 au 18, rue Couperin. Elle sera également, aux fins de sa demande, obligée de se conformer aux dispositions des règlements ci-dessus visés et aux conditions spéciales suivantes :

-L'installation de l'échafaudage sera conforme à la réglementation en vigueur,

-Durant les travaux, un passage protégé pour les piétons devra être mis en place, en dessous de l'échafaudage ou par la mise en place d'une déviation sécurisée invitant les piétons à contourner l'échafaudage,

-L'installation sera signalée pendant le jour et les installations seront retirées à partir de 19h (les barrières devront être retirées du trottoir)

-L'installation ne devra en aucun cas empiéter sur la chaussée afin de ne pas gêner la circulation des véhicules.

ARTICLE 2 : - **L'échafaudage devra être équipée d'un éclairage adapté pour la voirie et les piétons.**

ARTICLE 3 : - Le stationnement et la circulation seront interdits pendant la durée des travaux, si nécessaire. Le stationnement sera également interdit sur les 10 mètres en amont et en aval du lieu d'intervention pour ainsi ne pas contraindre la potentielle circulation d'un véhicule de secours, ou d'un camion.

ARTICLE 4 : - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 5 : - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette défaillance entraînera la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : - L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver l'état de la voirie propre, un nettoyage s'imposera, si besoin. En cas de détérioration, les travaux de remise en état des lieux seront réalisés aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société BATI PRESTO.

ARTICLE 8 : - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société BATI PRESTO.

Cette dernière sera responsable pour tous les accidents pouvant survenir du fait des travaux ou à leur occasion.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté devra être affiché 48 heures avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 10 : - La Gendarmerie ainsi que l'Agent de Surveillance de la Voie Publique (ASVP) seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

ARTICLE 12 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à partir de son affichage.

ARTICLE 13 : - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'ASVP
- Société BATI PRESTO

Fait à Chaumes-en-Brie, le 11 avril 2024

Date d'affichage : 18/04/24
Date de notification : 18/04/24
Date de désaffichage : 18/04/24

Pour le Maire et par délégation
La Directrice des services
Administratifs



Marion DUPUIS